



REOBLIKAN'I MADAGASIKARA

Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

**Troisième Conférence internationale
sur le Financement du Développement**

13 - 16 juillet 2015

Addis-Abeba, Ethiopie

Discours de

Son Excellence Madame ATALLAH Béatrice

Ministre des Affaires Etrangères

République de MADAGASCAR

Date : 15 juillet 2015

Monsieur le Premier Ministre de la République Fédérale Démocratique d’Ethiopie et Président de la Conférence du Financement au Développement,
Mesdames et Messieurs les Chefs d’Etat et de Gouvernement,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies,
Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

Je suis particulièrement heureuse de prendre part à cette Troisième Conférence Internationale sur le Financement du Développement qui se déroule actuellement sur le sol africain. D’ores et déjà, je forme le vœu que cet évènement augure l’avènement d’une ère nouvelle du développement pour l’Afrique.

De prime abord, permettez-moi de remercier la Grande famille des Nations Unies qui a permis la tenue de cette Conférence. J’adresse également mes félicitations à notre hôte, la République Fédérale Démocratique d’Ethiopie qui, par son hospitalité exemplaire, a bien voulu porter très haut la bannière africaine.

1

Mesdames et Messieurs,

Cette Conférence symbolise la clé de voûte pour surmonter les défis inscrits aux Objectifs de Développement Durable et à l’Agenda 2063 de l’Afrique. Dans cette perspective, il est crucial de s’investir pour financer toutes initiatives qui seront entreprises pour la lutte contre la pauvreté, et les difficultés contemporaines dont fait face notre planète à l’instar des problèmes de migration, de changements climatiques et celle liée à la paix et la sécurité. Il est évident que la lutte contre la pauvreté est une bataille, notre bataille à tous afin d’asseoir un développement harmonieux et durable à nos populations.

En effet, les défis restent monumentaux devant les fléaux qui gangrènent nos sociétés d’aujourd’hui. Ils constituent en eux-mêmes des facteurs de

ralentissement du développement, voire d'anéantissement des progrès déjà réalisés. Je ne citerais ici que les problèmes liés à l'extrême pauvreté qui ne cessent de s'amplifier dans certains pays en proie aux aléas climatiques locaux.

Cette année, Madagascar a même subi cette situation. Le paradoxe est tel que nous avons été victimes en même temps dans des zones différentes de cyclone, de graves inondations mortelles et de sécheresse intense. Le changement climatique est ainsi très complexe, non maîtrisé, et affecte notre budget car y remédier implique des ressources financières conséquentes. Ses impacts tant sur la population, l'environnement que l'économie sont considérables. C'est ainsi que nous soutenons toute initiative ou politique visant à la résilience du changement climatique comme celle inscrit dans nos agendas internationaux : la COP 21 à Paris.

La plupart de nous rencontre aussi des difficultés et des situations de crise, mais nous savons tous que les chocs qui affectent le monde, qu'il s'agisse de changements climatiques, de problèmes d'infrastructure, de connectivité, de déficits, de moyens de paiement et bien d'autres encore, sont plus ressentis et plus intenses pour les pays pauvres et moins avancés. Les dommages en sont d'autant plus lourds lorsqu'ils sont couplés de crises sociales et économiques auxquelles doivent faire face une population affaiblie. Il en est de même des conflits, des instabilités politiques, et du terrorisme qui obligent des millions de personnes à fuir leurs foyers et leurs pays.

Des appuis efficaces les aideront à améliorer leur situation actuelle et pour ma part, je tiens à saluer les propositions émises à l'endroit des Pays les Moins Avancés ainsi que les initiatives et mesures visant à augmenter l'Aide Publique au développement.

Si « Financer le développement » nécessite des fonds, des stratégies, et des réformes, les objectifs escomptés ne peuvent malgré tout s'effectuer sans un changement de mentalités profond de nous tous. En ce sens, nous devons éviter tout gaspillage, affronter et prévoir les catastrophes naturelles et humaines qui alourdissent nos dépenses.

Changeons nos paradigmes ! Ne nous méprenons pas en considérant les pays accusant un retard dans leur développement comme des fardeaux, ils constituent les garants de notre prospérité et de notre stabilité à tous dans les années à venir.

La stabilité politique, économique et sociale à Madagascar, et en Afrique concourt à celle d'Europe, d'Amérique, d'Océanie et d'Asie et réciproquement. Nous avons la capacité et, en témoignant d'une volonté déterminée dans cette voie, la transformation à laquelle nous aspirons tous, sera accélérée.

Pour Madagascar particulièrement, il y a lieu de mentionner le Plan National de Développement, un programme novateur qui vise un développement inclusif et durable par la capitalisation des potentialités du pays – en termes de capital humain, de gouvernance, d'infrastructures, de capital naturel -- et bien d'autres richesses encore.

S'alignant sur l'idée que chaque pays est responsable de son développement, Madagascar fait sienne l'idée de mobiliser ses propres ressources internes. Nous privilégions ainsi le financement public national par les recettes fiscales et budgétaires, et le partenariat public privé. Notons- le, le secteur privé joue un rôle prépondérant dans la croissance économique du pays grâce à la création d'emplois, la création de valeurs, et par un apport fiscal. Il est donc un moteur de croissance que nous devons privilégier.

Parallèlement, la Bonne gouvernance et l'Etat de droit composent le crédo du Gouvernement dans la restauration de la croissance économique. Mais cela ne suffit pas, le pays a besoin de financement extérieur : d'aides publiques au développement, d'appui, et des avantages offerts par ce que nous appelons les financements innovants, et des investissements directs étrangers. C'est en ce sens qu'en tant que Président de la Commission de l'Océan Indien, je lance également un appel aux bailleurs pour soutenir les divers projets d'intégration régionale dont bénéficient nos îles. La Commission de l'Océan Indien contribue au financement du développement dans cette zone.

Les perspectives économiques en Afrique 2015 augureraient une baisse des aides publiques au développement (APD) à 54.9 milliards USD à tendance décroissante. Et pour Madagascar, durant les 5 années de crise, les Aides publiques au Développement ont chuté de 30%. Par conséquent, leurs reprises sont nécessaires pour la relance de l'économie. Dans ce sens, une Conférence des bailleurs sera organisée d'ici la fin de l'année à Paris, afin de saisir les opportunités offertes par les bailleurs et concourir ainsi à la promotion du développement. Vous êtes invités à y participer.

4

Mesdames, Messieurs,

Les infrastructures jouent également un rôle vital dans le développement économique et social. Vecteur de croissance économique, les infrastructures contribuent à l'amélioration de la qualité de la vie de nos communautés et à son épanouissement. Nous avons en ce sens besoin d'être beaucoup plus connecté, plus proche, plus solidaire pour asseoir un développement harmonieux.

Grâce à ses futurs engagements internationaux dans le cadre de l'hébergement des Sommets du COMESA et de la FRANCOPHONIE en 2016,

nous avons fait la promesse de nous investir dans les infrastructures. Car ne ne dit- on pas qu' : « une infrastructure améliorée invite à la croissance » ?

Pour terminer, je tiens à assurer nos partenaires que nous prenons toutes les dispositions nécessaires afin de parvenir à l'installation d'un environnement serein aux investissements. A l'instar de nombreux pays, Madagascar a connu des tentatives de déstabilisation mais ces évènements nous motivent à aller de l'avant pour renforcer davantage les valeurs universelles auxquelles chaque pays aspire pour accéder au développement : la solidarité, la Démocratie, l'Etat de droit, la Transparence et la Bonne Gouvernance.

Ces mêmes postulats pourraient guider les financements du développement, des financements inclusifs, et surtout des financements durables afin d'assurer un mieux-être à nos populations et à notre planète.

Je vous remercie de votre attention.